

quand il a dit hier que le Canada chercherait à obtenir des contrats relatifs à la mise au point et à la construction du système ABM des États-Unis?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question est irrecevable.

L'HABITATION

LA SCHL—LES DIRECTIVES VISANT LES PROJETS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question au ministre des Transports en sa qualité de ministre comptable du logement? Elle découle de réponses que le ministre a données lundi et de l'impression qu'il aurait pu créer et selon laquelle avant de pouvoir remplir son engagement envers les municipalités du Canada pour leur donner des directives sur le logement public, il lui faudrait visiter huit ou dix des plus urgents projets de rénovation urbaine. Le ministre peut-il indiquer maintenant si l'élaboration et la présentation de ces directives ne dépendent d'aucune visite?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, si je le disais je suis sûr de me voir accusé d'avoir pris une décision avant de visiter les emplacements réels. Naturellement, nous examinons les divers choix qui s'offrent à nous, les options possibles et les modalités de leur réalisation. Cependant, la décision finale devra attendre que j'aie visité les centres que j'ai mentionnés. J'espère pouvoir les visiter vers le milieu de la semaine de Pâques. Je m'attends à être en mesure de faire une déclaration peu après.

M. Alexander: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il oublié avoir dit au député d'Halifax-East Hants (McCleave) il y a environ une semaine qu'il pourrait lui fournir ce renseignement dans quelques jours?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'AGRICULTURE

LES CONCOMBRES ET LES TOMATES—LA STABILISATION DES PRIX

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Le ministre est au courant, j'en suis certain, que les droits saisonniers imposés récemment n'apportent pas, d'après l'industrie, l'assistance prévue. Ces droits sont plus faibles qu'ils devraient l'être, selon l'industrie. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles mesures d'urgence, s'il en est, le gouvernement met en œuvre pour sta-

biliser le marché intérieur des concombres et des tomates d'origine canadienne, qui est actuellement dans une situation critique, afin que ces produits se vendent à des prix supérieurs au moins au coût de production de base?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, ledit coût de production de base ne peut être calculé exactement et comprend un certain nombre d'éléments qui sont affaire d'opinion. Toutefois, nous nous rendons compte qu'il y a une importation accrue de tomates et de concombres à des prix légèrement inférieurs à ceux d'il y a un an. Des discussions se poursuivent entre mon ministère, le ministère des Finances et le ministère de l'Industrie et du Commerce au sujet de ce qui peut être fait pour remédier à ce problème.

LES PORCS—LES PLAINTES RELATIVES AU PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question n'a rien à voir avec les tomates et les concombres mais elle a trait aux porcs. Le ministre pourrait-il indiquer, compte tenu de sa déclaration d'hier concernant la modification récente du programme de production de porcs, s'il a accueilli des plaintes des organisations des producteurs s'opposant à sa dernière démarche en ce domaine?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas avoir reçu de courrier, de télégrammes ou de messages de télex. Mais des plaintes m'ont été adressées par les dirigeants de l'industrie du porc lors du congrès de l'Agriculture.

M. l'Orateur: Nous passons à l'appel de l'ordre du jour.

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA PUBLICATION D'EXTRAITS DU RAPPORT

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. La commission royale d'enquête sur les pratiques relatives à la sécurité a soumis un rapport il y a quelque temps. Le premier ministre a dit, sauf erreur, qu'on s'efforcerait d'en publier les parties qui ne sont pas de nature confidentielle. Le gouvernement en a-t-il toujours l'intention? Dans l'affirmative, quand pouvons-nous escompter obtenir ce rapport partiel?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous en avons toujours l'intention, mais aucune date n'a encore été fixée.